



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

M_DL241125_171

SOLIDARITES - CCAS - CONVENTION CADRE VILLE/CCAS - AVENANT N°3 - PROROGATION DE LA CONVENTION - SIGNATURE -AUTORISATION

Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire: Le Centre Communal d'Action Sociale est chargé de piloter et de coordonner l'action sociale municipale de Montivilliers.

Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'équilibrer son budget de fonctionnement, la Ville de Montivilliers évalue et verse annuellement une subvention d'équilibre au profit du CCAS.

Les modalités de versement sont définies dans la convention cadre Ville-CCAS qui a été adoptée par délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 18 décembre 2015.

Dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle convention entre la Ville de Montivilliers et le CCAS, la convention a été prorogée par avenant n° 2 signé en décembre 2021.

Dans cette même perspective, il vous est à nouveau proposé de renouveler la convention cadre pour une durée de 2 ans reconductible une fois, à compter du 1^{er} janvier 2025 par avenant n°3 dont le projet est joint en annexe.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R.123-25 ;

VU la convention cadre entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers adoptée par délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 18 décembre 2015 et ses avenants ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2021 prorogeant la durée de la convention cadre Ville-CCAS par avenant n°2 ;

VU l'exercice 2025 dans la limite des crédits ouverts

CONSIDÉRANT

- Que le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre la politique sociale de la commune en direction des habitants,
- Que le montant de la subvention annuelle versée par la Ville est déterminé pour assurer l'équilibre du budget du CCAS ;
- Que la ville supporte des charges inhérentes au CCAS ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que dans l'attente d'une nouvelle convention, il est nécessaire de prolonger la précédente convention entre la Ville et la CCAS, par voie d'un avenant pour une durée de 2 ans reconductible une fois, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Sa Commission Municipale n°7 « Administration Générale » réunie le 22 novembre 2024, consultée ;

VU le rapport de Madame **Agnès SIBILLE**, Adjointe au Maire en charge des Solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'Insertion et de l'Emploi ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De prolonger la convention cadre entre la Ville et le CCAS pour une durée de 2 ans reconductible une fois permettant notamment :
 - *A la Ville de verser pour les exercices 2025 et 2026 une subvention d'équilibre au profit du CCAS*
 - *Au CCAS de rembourser à la Ville, les charges supportées par celles-ci, telles qu'elles sont exposées dans la convention entre la Ville de Montivilliers et le CCAS.*
- D'autoriser M. Le Maire à signer l'avenant n°3 à la convention cadre Ville-CCAS et tous documents relatifs à ce dossier.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

